

JAURÈS, le mouvement socialiste et la guerre

mercredi 19 novembre 2014
par fédération nationale



En France, avant la 1ère guerre mondiale, le mouvement ouvrier est essentiellement composé sur le plan syndical, par la C.G.T. et sur le plan politique, par la S.F.I.O. (Section Française de l'Internationale Ouvrière).

Rappelons que l'Internationale Ouvrière, qui sera appelée 2ème Internationale, a vu le jour à PARIS, le 14 juillet 1889, 13 ans après la dissolution de la 1ère Internationale et 6 ans après la mort de Karl MARX.

Ce sont des syndicalistes, des dirigeants socialistes et des anarchistes qui répondent à l'appel de Friedrich ENGELS et qui vont se réunir en congrès.

Il y a deux congrès :

- Salle LANCRY, un congrès composé essentiellement de délégués des Chambres syndicales et des cercles d'études sociales que l'on peut qualifier de « réformistes », de « possibilistes » c'est à dire des militants qui s'en tiennent à des revendications dont la satisfaction est possible.
- Salle PETRELLE, un congrès organisé par les marxistes français et les « blanquistes ». Il faut noter que la délégation allemande est très élevée (81 délégués, juste après celle des 221 délégués français)

K. LIEBKNECHT dira : « C'est l'Allemagne ouvrière et la France ouvrière qui s'unissent en ce moment. Ce n'est pas un congrès d'idéologues, c'est un pacte d'alliance que nous contractons et qui aura son effet dans le monde entier »

Malgré la demande, entre autres, d'un délégué de l'« American Federation of Labor », soutenue par K. LIEBKNECHT, la fusion entre les 2 congrès, échoua, la scission parut au grand jour.

Des oppositions apparaissent déjà dans le Parti possibiliste, entre ceux qui défendent l'idée parlementaire et les partisans de la révolution.

C'est du Congrès de la Salle Pétrelle que naît la 2ème Internationale qui dans ses résolutions affirme que *l'émancipation intégrale du travail et de l'humanité ne sortira que de l'action internationale du prolétariat organisé en parti de classe, s'emparant du pouvoir politique pour l'expropriation de la classe capitaliste et l'appropriation des moyens de production.*

Il reprenait les revendications du mouvement ouvrier :

la journée de travail de 8 heures, la suppression du travail de nuit pour les femmes et les jeunes de moins de 18 ans, la suppression du travail des enfants au-dessous de 14 ans (...) ces principes étant les bases d'une législation internationale du travail.

En France, après la Commune de Paris, en 1879, fut créé, à MARSEILLE Le Parti Socialiste de France, par les marxistes et les blanquistes. Mais cela va échouer car il y a au moins 5 tendances très divisées. Cela durera jusqu'en 1901.

Durant ces années J.JAURÈS, qui ne conçoit d'autre rassemblement que celui des Républicains, va être élu en 1885 comme député de centre gauche.



Battu en 1889 aux législatives, suite à une féroce campagne menée par ses adversaires, devenu Conseiller municipal de TOULOUSE, il va lire Wilhelm LIEBKNECHT (1826-1900 : Socialiste marxiste allemand, fondateur et dirigeant du parti social-démocrate. Ses positions internationalistes durant la guerre franco-allemande de 1871 aboutissent à sa condamnation à 2 ans d'emprisonnement en 1872), et August BEBEL (1840 -1913 : fondateur et dirigeant de la social-démocratie allemande. Introduit au marxisme par Wilhelm LIEBKNECHT il fonde avec lui le *Sozialdemokratische Arbeiterpartei* (SDAP - Parti Ouvrier Social-Démocrate) connu sous le nom de parti d'EISENACH, soutenu par MARX et ENGELS. Il sera l'un des principaux dirigeants,

puis un des présidents, du SAPD, renommé SPD en 1890.)

S'étant lié d'amitié avec Lucien HERR, directeur de la bibliothèque de l'E.N.S. (École Nationale Supérieure de la rue d'ULM) un intellectuel socialiste, défenseur de DREYFUS, JAURÈS va lire « Le Capital » de Karl MARX et va s'approprier la « loi de la valeur », source de l'exploitation capitaliste.

JAURÈS, praticien de l'action parlementaire, est lié aussi au combat ouvrier à travers ses actions en faveur des ouvriers, mineurs, verriers ...dont il prend la défense et dont il a acquis la confiance.



Il va rencontrer, lors d'un meeting à TOULOUSE, Jules GUESDE et va être élu député aux élections législatives partielles sur un programme socialiste plutôt « guesdiste ».

Et c'est en 1896, qu'il participe, pour la 1ère fois, à un congrès de l'Internationale, à LONDRES.

JAURÈS, face à la division du parti socialiste, défend en 1900, une seconde tentative d'unification.

Il va en résulter 2 blocs :

- Le Parti Socialiste français qui regroupe les socialistes indépendants et les « possibilistes » autour de Paul BROUSSE. Il est dirigé par Jean JAURÈS en 1902.
- Le Parti Socialiste de France (né sous le nom d'Unité Socialiste Révolutionnaire réunissant le Parti Socialiste Révolutionnaire, le Parti Ouvrier Français de Jules GUESDE et Paul LAFARGUE)

On peut déjà percevoir des divergences qui apparaissent aussi bien au sein de l'Internationale, qu'au sein du parti socialiste, en France.



Le réformisme va se développer aussi en ALLEMAGNE.

Dès 1899, le dirigeant socialiste Eduard BERNSTEIN, développe l'idée qu'il faut introduire des « fragments de socialisme dans le capitalisme ». Contre cette thèse, va se dresser Karl KAUTSKY, chef de file des marxistes à cette époque.

Ne peut-on pas voir cette même conception d'un « aménagement du capitalisme » en FRANCE, quand le socialiste Alexandre MILLERAND accepte un poste dans un cabinet non socialiste, celui de WALDECK- ROUSSEAU ?

Alexandre MILLERAND accepta d'entrer dans le cabinet WALDECK-ROUSSEAU comme ministre de la prévoyance sociale, le 22 juin 1899.

Pour la première fois, le problème de la participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois fut posé, d'autant plus qu'il voisinait avec le général marquis DE GALLIFET, ministre de la Guerre, que les socialistes qualifiaient de « fusilleur de la Commune ».

Avec Jules GUESDE, la majorité des socialistes estimait que cette entrée au gouvernement était contraire à la lutte des classes tandis que Jean JAURÈS saluait cette victoire socialiste.



L'entrée de MILLERAND dans le gouvernement, brisa l'union récente et fragile des socialistes. Cela fut le point de départ de controverses, de polémiques et de scissions qui durèrent jusqu'en 1905. Des deux courants, hostiles et favorables à la participation ministérielle, il en résulta deux partis : le P.S. de France et le P.S. français, ce dernier soutenant MILLERAND et le ministère WALDECK- ROUSSEAU.

Il est utile de rappeler qu'Alexandre MILLERAND va rompre avec le mouvement socialiste suite à la formation de la Section

Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.) en 1905. Puis, Ministre de 1909 à 1915, il va évoluer peu à peu vers la droite à la faveur de la guerre.

L'unité des socialistes divisés, va se réaliser sous l'impulsion de Jean JAURÈS, le 23 avril 1905 dans la Salle du Globe, boulevard de Sébastopol à PARIS.

Du fait de l'entrée du socialiste MILLERAND au gouvernement, les blocs de JAURÈS et de GUESDE vont tout de même se rapprocher sur une orientation de rupture avec le capitalisme.

Ce congrès qui crée la S.F.I.O., en 1905, fait suite au Congrès International Socialiste d'AMSTERDAM de 1904.



Le secrétaire de la S.F.I.O. est Louis DUBREUILH, Jean JAURÈS va en devenir le dirigeant en tant que chef du groupe parlementaire et directeur du journal *l'HUMANITÉ* qu'il a créé le 18 avril 1904.

La déclaration de principes de la S.F.I.O. en 1905 est claire :

« Le parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange...et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat.

Le groupe socialiste au Parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir ; refuser en conséquence les crédits militaires, les crédits de conquête coloniale... »

Du côté syndical, la classe ouvrière française réagissant contre la désunion socialiste et les jeux parlementaires, aspire à un syndicalisme indépendant. En 1895, ce fut la naissance de la C.G.T. à LIMOGES. Elle va rapidement se développer par le groupement des Bourses du Travail et des grandes Fédérations Nationales des métiers. En 1906, il y a 200 000 syndiqués, 25 000 socialistes.

La « **Charte d'AMIENS** » (13 octobre 1906) que Jean JAURÈS saluera comme étant fondamentale pour le syndicalisme, affirme l'indépendance du syndicat.

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT : la CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. » (...)

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »

De leur côté, les impérialismes se font concurrence et aspirent à conquérir de nouveaux marchés pour leurs propres intérêts. Pour l'ensemble des bourgeoisies, la guerre est le moyen nécessaire.

C'est ce que Jean JAURÈS dénonce dans la phrase :

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. »

Rosa LUXEMBURG démontre, de son côté, que l'industrie d'armement joue un rôle indispensable à la production capitaliste.

Dès 1907, face aux tensions qui s'accumulent, le Congrès de STUTTGART de l'Internationale adopte la motion :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière, dans les pays concernés c'est un devoir pour ses représentants dans le Parlement, ...de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés... »

Jean JAURÈS, pense lui aussi que les guerres actuelles ne se justifient que par les intérêts du capital et affirme :

« La guerre est, comme l'exploitation directe du travail ouvrier, une des formes du capitalisme, et le prolétariat peut engager une lutte systématique et efficace contre la guerre, comme il a entrepris une lutte systématique et efficace contre l'exploitation de la force ouvrière. »



Un amendement est adopté sur proposition de Rosa LUXEMBURG et LÉNINE. Il pose le problème de l'action pratique commune et internationaliste :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, les socialistes ont le devoir de s'entendre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste »

Des moyens d'action sont proposés :

« Il faut lutter contre la guerre par tous les moyens depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique et les manifestations populaires jusqu'à la grève générale des ouvriers et l'insurrection. »



C'est lors du Congrès de COPENHAGUE, en 1910, que le délégué britannique James KEIR- HARDIE et Édouard VAILLANT proposent un amendement qui va dans ce sens.

Après le déclenchement de la première guerre des BALKANS en octobre 1912, le Bureau de l'Internationale Socialiste convoque un congrès extraordinaire à BÂLE lors duquel les 555 délégués votent le manifeste qui déclare « guerre à la guerre ».

Le Congrès condamne les notions de « défense nationale » et la légitimation « patriotique de la guerre » car toute guerre qu'elle soit dite « offensive » ou « défensive » est le produit du capitalisme.

Il faut souligner que dès 1901, les guesdistes et les blanquistes (dont E. VAILLANT) avaient édité en commun « Le conscrit » où les thèses de la « défense nationale » étaient âprement combattues.

« Conscrit, tu es le mouton que l'on mène à l'abattoir ! Les prolétaires n'ont pas de patrie. Ils n'ont qu'un ennemi : le bourgeois. Les frères de misère sont tes alliés. Tu dois le savoir et ne jamais l'oublier. »

Le discours de JAURES au Congrès de BÂLE est puissant :

« Il faut empêcher (que le conflit des BALKANS) dégénère en incendie et que les flammes enveloppent tous les travailleurs d'EUROPE (...) »

Il ne s'agit pas d'une question nationale, mais d'une question internationale (...)

C'est pourquoi nous, les travailleurs et les socialistes de tous les pays, nous devons rendre la guerre impossible en jetant notre force dans la balance de la Paix (...)

Il nous faut l'unité de volonté et d'action du prolétariat militant et organisé (...) *Nous devons mettre en œuvre l'action prolétarienne ».*

La C.G.T., de son côté, en novembre 1912, déclare que *« si la guerre éclatait, le devoir de tout travailleur est de ne pas répondre à l'ordre d'appel et de rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires : les capitalistes »*

Il y a un appel à la grève générale, le 16 décembre 1912 qui marque la résistance du mouvement ouvrier à la marche vers la guerre. Elle fait suite aux résolutions du Congrès de BÂLE de l'Internationale Socialiste et au Congrès confédéral extraordinaire qui s'est tenu à PARIS les 24 et 25 novembre 1912.

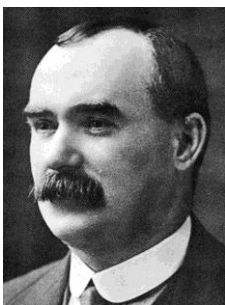
Comme le signale Pierre ROY dans un article de « **L'Idée Libre** » (n°303- décembre 2013), intitulé « le mouvement syndical contre la guerre » : *« cette mobilisation fut dans la plupart des cas limitée aux syndicalistes les plus convaincus et les plus actifs. »*

On peut craindre que ce « semi-ratage », n'ait conforté les bellicistes dans leur conviction que le mouvement ouvrier ne serait pas capable de s'opposer à la guerre contre l'Allemagne.

Le mouvement ouvrier cependant ne renonce pas et durant l'année 1913, la S.F.I.O. et la C.G.T. mènent campagne contre le passage de 2 ans à 3 ans du service militaire. (rappelons le meeting du Pré Saint- Gervais qui regroupe autour de JAURÈS, 150 000 manifestants)



Face à cela, le gouvernement répond par une importante répression contre les militants et constitue un fichier des militants les plus révolutionnaires.



Dans le droit fil des principes internationalistes et de la cause du mouvement ouvrier, en Irlande, à DUBLIN, en 1913, une grève générale va avoir lieu sous la direction de James CONNOLLY, l'un des cofondateurs de l'Irish Labour Party



(ILP) dont il rédige le programme avec le syndicaliste révolutionnaire James LARKIN.

Ce conflit contre l'impérialisme anglais, pour la défense des droits ouvriers se terminera en janvier 1914. Alors que la guerre impérialiste se prépare, les ouvriers de DUBLIN disposent d'une milice armée. En pleine guerre impérialiste, James CONNOLLY sera un des principaux dirigeants de l'insurrection de DUBLIN en 1916, durant laquelle, la République irlandaise sera proclamée.

C'est une guerre révolutionnaire contre l'impérialisme britannique.

L'insurrection écrasée par la Monarchie anglaise, les chefs des insurgés seront exécutés, parmi eux, « *le pionnier du mouvement ouvrier en Irlande, James CONNOLLY.* »

En France, jusqu'en 1914, S.F.I.O. et C.G.T. continuent de s'opposer à une éventuelle guerre européenne.

Lors du Congrès extraordinaire de la S.F.I.O. (14 juillet 1914) JAURÈS qui prépare le Congrès de l'Internationale, prévu pour août, ajoute au vote la motion KEIR-HARDIE / VAILLANT concernant la grève générale comme moyen d'action contre la guerre.

C'est un texte qui préconise « *la grève générale ouvrière simultanément et internationalement.* »

Il est important de préciser que James KEIR-HARDIE, fondateur en 1906 de l'ILP (Independent Labour Party), opposé à la majorité du Labour Party chauvin et belliciste, est un militant pacifiste qui va tenter en 1914, une grève générale contre l'entrée en guerre de l'Angleterre.

Cependant, on ne peut pas faire l'impasse sur le fait que, le 18 juillet 1914, J.JAURÈS écrit :

« *Il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix et, si la guerre éclate malgré tout, à faire l'effort maximum pour assurer l'indépendance nationale* »

C'est à dire prendre part à une guerre défensive.

Il ajoute dans cet article de *l'Humanité* : « *Quand la guerre aura éclaté, notre action sera devenue impossible* »

Il semble légitime de souligner la contradiction suivante : d'un côté, un engagement très fort contre la guerre et la porte ouverte à la « *défense nationale* »,

Fin 1914, la marche au conflit s'accélère, le patriotisme est exacerbé à travers les médias par les bourgeoisies bellicistes. Une véritable préparation psychologique est orchestrée par les gouvernements en direction des masses laborieuses. La répression s'accélère.

De son côté, le 27 juillet, la C.G.T. organise une manifestation pacifiste violemment réprimée : 800 arrestations, des passages à tabac d'une violence inouïe dont le journal *l'Humanité* du 28 juillet 1914 se fait l'écho.

Dans toute la France se tiennent des meetings en faveur de la Paix. Il est envisagé un grand meeting pacifiste pour le 29 juillet. Il est interdit par le gouvernement.

De même en Allemagne, le 28 juillet 1914, les militants socialistes ont manifesté en faveur de la Paix et de nombreux meetings contre la guerre se sont tenus dans tout le pays .

À BERLIN, 100 000 travailleurs, malgré leur bourgeoisie chauvine, malgré la police, ont affirmé leur volonté pacifiste.

Jean JAURÈS, après le discours de VAISE en France (25 juillet 1914), va participer à BRUXELLES à une réunion du Bureau de l'Internationale.



Il est à la tribune aux côtés de Rosa LUXEMBURG. Il y dira son dernier discours le 29 juillet 1914, toujours persuadé que le gouvernement français souhaite encore maintenir la paix.

JAURÈS y évoque la manifestation de BERLIN :

« *...citoyens, tout à l'heure, dans la séance du Bureau Socialiste International, nous avons eu la grande joie de recevoir le récit détaillé des manifestations socialistes par lesquelles 100 000 travailleurs berlinois, malgré les bourgeois chauvins (...), malgré la police, ont affirmé leur volonté pacifique.*

« *Là-bas, malgré le poids qui pèse sur eux et qui donne plus de mérite à leurs efforts, ils ont fait preuve de courage en accumulant sur leur tête, chaque mois et des années de prison, et vous me permettrez de leur rendre hommage, et de rendre hommage surtout à la femme vaillante, Rosa LUXEMBURG qui fait passer dans le cœur du prolétariat allemand la flamme de sa pensée.* »

Lors de la réunion de BRUXELLES, des défaillances aux principes de l'Internationale et des différends au sein du mouvement socialiste, apparaissent clairement :

► ainsi Victor ADLER dirigeant du S.P.D. autrichien y affirme que, dans son pays, aucune résistance ouvrière ne s'opposera à la guerre.

► L'Internationale socialiste ne décide d'aucune action concrète, repoussant cela au Congrès qui doit avoir lieu le 9 août 1914.

En France, le pouvoir menace les dirigeants qui continuent à se proclamer « *irréductiblement opposés à la guerre* »
La bourgeoisie française et ses plus hauts responsables d'État, ont décidé et organisé l'assassinat de JAURÈS, pour s'ouvrir la voie de l'entrée en guerre.



Le Président du Conseil, René VIVIANI qui se prétendait favorable à la paix, préparait en fait la mobilisation. Il est bon de se rappeler qu'en 1906, deux ministres 'socialistes' sont entrés au gouvernement avec Georges CLEMENCEAU :

Recevant Jaurès, R. VIVIANI lui laisse peu d'espoir à la veille de son assassinat.

C'est ainsi que le 31 JUILLET 1914, Jean JAURÈS est assassiné par Raoul VILLAIN, bras armé des nationalistes et des catholiques du mouvement « le SILLON » de Marc SANGNIER.



Le gouvernement, craignant un soulèvement, prévoit des troupes pour l'empêcher.

Des milliers de manifestants se rassemblent spontanément devant le siège de l' **HUMANITE**, mais un appel au calme est lancé et il y a dispersion.

Dès le 1er août, les affiches pour la mobilisation sont placardées, l'état de siège proclamé le 2 août et le lendemain la guerre est déclarée.

Le 4 août, tous les députés de la S.F.I.O. votent les crédits de guerre ce qui est un acte contraire aux engagements formels pris lors des Congrès internationaux et des congrès de la S.F.I.O.

La C.G.T. renonce à toute action et le Ministre de l'intérieur, Louis MALVY décide de ne pas utiliser le « carnet B », fichier de police qui recense les antimilitaristes révolutionnaires à arrêter en cas de mobilisation.

Les dirigeants de la C.G.T. constatent publiquement que : « *les événements nous ont submergé* ».

Dès lors c'est la voie royale pour la réalisation de l'Union sacrée que le Président Raymond POINCARÉ appelle de tous ses vœux.



Léon JOUHAUX, secrétaire général de la C.G.T. lors des obsèques de JAURÈS, le 4 août, justifie la guerre
« *au nom de tous ceux qui vont partir* »

Les dirigeants syndicaux s'alignent sur la direction de la S.F.I.O.

Force est de constater que les principales organisations socialistes n'ont pas su déjouer les propagandes gouvernementales et vont s'aligner sur leurs bourgeoisies.

Ce sont pratiquement tous les leaders de la 2ème Internationale (représentants de l'ensemble des partis socialistes) qui vont renoncer à leurs principes internationalistes et soutenir leurs gouvernements bellicistes respectifs.

En Allemagne, le plus puissant parti socialiste (le S.P.D.) voit sa fraction parlementaire donner son accord aux crédits de guerre. Hugo HAASE fait ranger le S.P.D. au côté de l'Empereur Guillaume II et de son gouvernement en disant lui aussi :

« *Nous n'abandonnerons pas la Patrie* »

C'est la concrétisation de la faillite idéologique et politique de la 2ème Internationale et des dirigeants socialistes qui se rangent du côté des intérêts de leurs gouvernements respectifs.



Les 111 députés socialistes allemands votent les crédits de guerre. 15 souhaitait voter contre dont K. LIEBKNECHT.

Mis en minorité, il se plie à la discipline du parti. Sa camarade Clara ZETKIN qualifiera cette discipline en ces termes : « *Sacro-sainte discipline du parti dévoratrice de caractères et de convictions* »



En France, comme l'écrivait Alfred ROSMER [1], « *la préparation à la guerre par le gouvernement était mieux menée que l'action contre la menace de guerre.* »

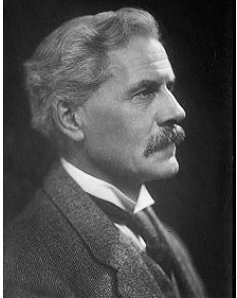
Une guerre qui va décimer des ouvriers et des paysans.

« De fait, ne pas pouvoir empêcher la guerre n'impliquait pas forcément de cesser de s'y opposer, par exemple en votant contre les crédits de guerre. »

Ayant choisi le camp de l'Union sacrée, on va voir Louis DEBREUILH, secrétaire de la S.F.I.O. et Léon JOUHAUX, secrétaire de la C.G.T. participer à une réunion à la Sorbonne aux côtés des nationalistes.

Le 26 août 1914, trois dirigeants socialistes entrent au gouvernement d'Union sacrée : Jules GUESDE, Marcel SEMBAT (ex-blanquiste) et Albert THOMAS.

Il en est de même au Royaume Uni.



En 1914, Ramsey MAC DONALD, réformiste pacifiste, démissionne de la direction du parti travailliste pour protester contre l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne.

Mais, par contre, Arthur HENDERSON qui avait succédé à KEIR-HARDIE en 1908 pendant 2 ans puis repris la direction du parti, va rejoindre en 1915 le gouvernement de coalition d'Herbert Henry ASQUITH.

La nécessité de la « défense nationale » paraît s'imposer à la majorité des dirigeants socialistes qui vont laisser le pouvoir entre les mains de la hiérarchie militaire.

Par la militarisation, l'État français affirme son autorité coercitive

Des arrestations frappent les militants pacifistes :

« le socialiste Joseph CARTIER, l'anarcho-syndicaliste Benoît BROUTCHOU, le député socialiste RAFFIN-DUGENS



sera arrêté à GRENOBLE le 7 août alors même qu'il vient de voter les crédits de guerre) pour avoir déclaré en public que le Kaiser était responsable de la guerre mais non le peuple allemand »

Rapidement, l'armée française va fusiller des soldats afin d'établir un climat de terreur au sein des troupes constituées par des ouvriers, des paysans mobilisés qui, bientôt au milieu de cette boucherie, vont se rebeller contre les ordres de la hiérarchie militaire, fraterniser avec les soldats allemands. Les exécutions sont appliquées à des centaines de soldats, l'armée tient à ce que tous

soient bien informés et terrorisés ; « *Les dégradations et les exécutions sont publiques et ritualisées, de même que le défilé des troupes devant les corps des fusillés* »

Dès le 6 octobre 1914, des oppositions au sein de la S.F.I.O. apparaissent contre la participation des socialistes au gouvernement. Le secrétaire de la Fédération de l'Ain écrit que : « *le parti a oublié le devoir socialiste* » et rappelle « *les décisions des Congrès socialistes contre la guerre* »

Nombreuses sont les lettres des militants S.F.I.O. qui arrivent auprès des dirigeants, dénonçant l'Union sacrée et « *les députés socialistes élus pour voter contre les crédits de guerre et qui ont voté pour* »

Un courant pacifiste reprend le flambeau de J. JAURÈS, il est issu de la tradition du syndicalisme révolutionnaire. C'est ainsi que des militants vont constituer le C.R.R.I. (Comité pour le Rétablissement des Relations Internationales)



C'est ainsi que Pierre MONATTE, militant syndicaliste révolutionnaire, fondateur en 1909 de la « Vie Ouvrière », dénonce « les militants socialistes qui tiennent un langage digne des purs nationalistes »

En Allemagne, dès le 2 décembre 1914, lorsqu'un nouveau vote pour allonger les crédits de guerre est demandé, K. LIEBKNECHT vote contre, enfreignant la discipline de parti et déclare au Reichstag : « Il s'agit d'une guerre impérialiste... qui a pour but des conquêtes de grand style ...cette guerre n'a pas été déclenchée pour le bien du peuple allemand. »

Désormais les pacifistes ont un soutien de poids en Allemagne.

(Le groupe SPARTAKUS se constituera en janvier 1916 autour de Rosa LUXEMBURG et K. LIEBKNECHT.)

Dès fin mars 1915, une Conférence Internationale des femmes socialistes va se tenir à BERNE.

Une déléguée française y participe. Il s'agit de Louise SIMONEAU qui avait dirigé une minorité pacifiste au sein du groupe des femmes socialistes et qui avait participé au Congrès de fondation de la S.F.I.O.

Un appel contre la guerre va être ainsi diffusé en France.



L'institutrice Hélène BRION, en opposition avec les positions nationalistes, milite elle aussi pour le rétablissement de l'Internationale et va mener une intense activité de propagande pacifiste à partir de 1915. Inculpée et suspendue sans traitement en juillet 1917, elle va être incarcérée à la prison des femmes de Saint-Lazare

Il est bon de rappeler que R.VIVIANI, alors Président du Conseil, avait lancé le 7 août 1914 cet appel :

« Debout, femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la patrie. Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur le champ de bataille. Debout ! A l'action ! À l'oeuvre ! Il y aura demain de la gloire pour tout le monde ! »

Les femmes, dans la guerre, vont subir de plein fouet le joug de l'exploitation capitaliste (cadences, travail de nuit, sous-payées) car elles vont remplacer les hommes dans les usines. 400 000 vont être recrutées dans l'industrie d'armement soit les $\frac{3}{4}$ de la main d'œuvre totale.

Les femmes et les enfants vont payer un lourd tribut :

La mortalité infantile augmente, des jeunes femmes vont mourir aussi bien en France qu'en Allemagne, suite aux privations de nourriture et de chauffage.

En 1915, ont lieu des réunions informelles du groupe de la « Vie Ouvrière » regroupant Pierre MONATTE, Alfred ROSMER et Alphonse MERRHEIM, militant de la Fédération des métaux dont il était le secrétaire avant 1904.

« Le Bulletin de l'Union des Métaux, « l'École Émancipée » des instituteurs, rusant avec la censure, menèrent le combat pacifiste, tandis que « La Bataille Syndicaliste », avec des rédacteurs sans mandat, défendait le nationalisme. »

Le Comité pour la reprise des relations internationales parvint à nouer quelques rapports par-dessus les frontières.

Le CRRRI regroupa de 1915 à 1919 les militants internationalistes - syndicalistes, libertaires ou socialistes - dans l'action contre la guerre de 1914-1918, sur l'orientation définie par les conférences internationales de ZIMMERWALD et de KIENNTHAL (1915-1916).

En effet, des socialistes internationalistes, indignés des agissements de leurs partis vont se rassembler lors de la Conférence de ZIMMERWALD.

La Conférence de ZIMMERWALD vint couronner, en septembre 1915, les efforts du Comité pour la reprise. Elle fut réunie sur l'initiative de Robert GRIMM, militant socialiste suisse.

On sait que pour la France seuls y participèrent Alphonse MERRHEIM et Albert BOURDERON délégués par les deux Fédérations des Métaux et du Tonneau.

La conférence émit un vote unanime qui soulignait le caractère impérialiste de la guerre et se prononçait contre l'union sacrée,

pour la paix sans annexion. .

En France, des voix vont s'élever pour dénoncer la guerre et ses pratiques barbares :

3 députés socialistes Pierre BRIZON (Allier), Pierre RAFFIN-DUGENS (Isère) et Alexandre BLANC (Vaucluse) vont voter contre



les crédits de guerre et vont réclamer l'arrêt des exécutions des soldats.

Lors de la seconde conférence ouvrière internationaliste qui va avoir lieu du 24 au 30 avril 1916, à KIENNTAL, le socialiste Pierre BRIZON va être délégué parmi les nombreux délégués mandatés venus de plusieurs pays dont la France et l'Allemagne.

Dans un projet de manifeste il sera formulé :

« Si la guerre enfantée par l'impérialisme dévaste l'Europe, une paix conclue par les nationalistes actuellement au pouvoir ne pourra que renforcer et accroître l'hostilité entre les nations et être la cause de nouvelles catastrophes de plus en plus dévastatrices. Si nous n'avons pas su empêcher la guerre, nous sommes tenus de faire tous nos efforts pour imposer aux belligérants notre paix. A la puissance des dirigeants qui se nourrit de notre passivité et de notre soumission, nous devons opposer notre force à nous : la conscience révolutionnaire et la volonté de lutter sans merci. Nous vous appelons à cette tâche. Assez de patience ! Assez de silence ! Que la parole de colère et de révolte retentisse partout ! Que l'acte suive la parole ! »



Un manifeste définitif intitulé « **Au peuple qu'on ruine et qu'on tue** » sera rédigé par Pierre BRIZON, voici un extrait

« *Que les socialistes de tous les pays agissent conformément aux décisions des congrès socialistes internationaux d'après lesquels c'est le devoir des classes ouvrières de s'entremettre pour faire cesser promptement la guerre. « (...) Exigez la fin immédiate de la collaboration socialiste aux gouvernements capitalistes de guerre ! Exigez des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre ! Par tous les moyens en votre pouvoir, amenez la fin de la boucherie mondiale [...] Peuples qu'on ruine et qu'on tue, debout contre la guerre ! Courage ! N'oubliez pas que vous êtes le nombre et que vous pourriez être la force. A bas la guerre ! Vive la paix- la paix immédiate et sans annexions ! Vive le socialisme international ! »*

Comme le souligne P. ROY, ce manifeste rencontrera (malgré la censure) un écho considérable tant sur le front auprès des soldats qu'à l'arrière auprès des épouses et parents des soldats. Cet écho va être prolongé par le succès du journal pacifiste « La Vague » fondé par Pierre BRIZON.

Le refus de la guerre se prolongera après la fin du conflit, notamment par l'érection de monuments pacifistes.

La Libre Pensée, dans cette continuité, fut à l'initiative des rassemblements pacifistes qui réunissent, des militants pacifistes internationalistes, des syndicalistes, des citoyens devant les monuments pacifistes.

_ Cette année encore, la Fédération du Cantal de la Libre Pensée sera présente à GENTIOUX (Creuse), le 11 novembre 2014, devant le monument pacifiste qui représente un écolier tendant le poing et maudissant la guerre qui l'a rendu orphelin.

_ En effet, le combat contre la guerre, contre toutes les guerres, est toujours d'actualité et il est du devoir de la République de réhabiliter collectivement les fusillés pour l'exemple de la guerre 1914-1918.

Nicole FOURCADE, le 5 novembre 2014

[1] à droite sur la photo, avec B Souvarine